

Nouveaux pourparlers de paix

Claude Kroes

L'Humanité, 8 mars 1993

LE Front patriotique rwandais (FPR) et le gouvernement de Kigali sont convenus dimanche d'un nouveau cessez-le-feu mardi à minuit, et de reprendre leurs pourparlers de paix le 15 mars à Arusha, en Tanzanie. Selon un communiqué commun signé après trois jours de discussions « les négociations seront conclues dans les trois semaines » et « un accord de paix sera signé dans les premières semaines d'avril ». Au cours de la rencontre, qui a eu lieu dans la capitale tanzanienne, Dar-es-Salam, le FPR a posé samedi soir un préalable à la signature : que la France retire ses forces militaires du Rwanda, où celles-ci apportent un soutien au moins logistique au régime du président Juvenal Habyarimana.

Près de 700 soldats ont été envoyés par Paris au Rwanda, officiellement pour protéger les quelque 400 Français vivant dans le pays. Mais, selon le FPR, leur intervention les conduit au-delà de cette mission. Et les étrangers résidant à Kigali s'interrogent sur le rôle de ce contingent, alors que les forces du Front patriotique affrontent l'armée gouvernementale à une trentaine de kilomètres de la capitale. Ainsi, aux points de contrôle en ville les soldats français interpellent les Rwandais, fouillent les véhicules, exigent les papiers d'identité, dans la bonne vieille tradition coloniale. Le mi-

nistre de la Coopération, Marcel Debarge, réaffirmant au début de la semaine dernière son soutien au gouvernement en place, a répété que la présence militaire française ne visait qu'à « assurer la sécurité des ressortissants français » mais, rapportait l'Agence France Presse hier, « un journaliste de l'AFP a vu des soldats français circuler en jeep à moins de deux kilomètres de la zone des combats ». Et, en tout état de cause, il est établi que depuis près de deux ans des « conseillers militaires » français assurent une assistance technique aux artilleurs de l'armée gouvernementale. Une mission que la Belgique, ancienne puissance coloniale au Rwanda, a abandonné alors que le corps expéditionnaire envoyé par Paris débarquait en force au moment où le FPR prenait d'assaut la prison de la capitale et en ouvrait les portes.

« Quelles que que soient les intentions des Français, s'ils n'étaient pas là les rebelles seraient déjà à Kigali », observait le week-end dernier un diplomate en poste au Rwanda. Et, selon des employés rwandais d'organisations humanitaires étrangères, les soldats français paraissent commander les troupes du président Habyarimana.

Paris a voulu trouver la parade à des accusations de plus en plus précises, en déposant vendredi dernier au Conseil de sécurité de l'ONU un projet

de résolution, prévoyant le déploiement éventuel d'une force de contrôle des Nations unies dans une zone tampon entre les belligérants. Afin de gagner du temps. Cette manœuvre n'est pas la première : ces dernières semaines, les services de renseignement français ont distillé des informations selon lesquelles le FPR serait un instrument

entre les mains du président ougandais, Yoweri Museveni. Dans le but de justifier l'intervention française.

Selon le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) le conflit a déplacé plus de 860.000 personnes, démunies de tout. Sans compter morts et blessés. S'il perdure, Paris y est pour beaucoup.